

# Volontaires!

www.afev.org

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE

N°16 | NOV. DÉC. 2008



## Universités, parties prenantes

La responsabilité sociale des universités (RSU)

→ PAGE 3

## Pas de réformette mais de l'audace



Par **NICOLAS DELESQUE**  
Secrétaire général de l'Afev

Les universités françaises ont subi ces derniers mois un important lifting. De la réforme pédagogique du LMD, afin d'harmoniser les différents systèmes européens, au plan licence qui doit permettre d'améliorer l'orientation des lycéens, en passant bien sûr par la LRU qui est censée donner aux universités les outils pour assumer leurs autonomie, les réformes se sont succédées à un train d'enfer. Ajoutez-y des moyens renforcés, des appels à projets pour l'amélioration des campus, et l'observateur novice pourrait se dire que le monde « n'a qu'à bien se tenir, vous allez voir au prochain classement de Shanghai... »

Sauf que... La France part de loin. La France est aujourd'hui juste au dessus de la moyenne des pays de l'OCDE pour le nombre de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur au sein d'une classe d'âge. Elle rend plus de 20 points à des pays comme l'Australie, plus de 10 à la Suède ou la Finlande.

Certes, notre pays a un système de recher-

che efficace, et certaines équipes universitaires rivalisent largement dans le concert mondial, mais cela suffira-t-il au regard des enjeux des années à venir ? Les réformes entreprises ces dernières années étaient nécessaires pour garantir à nos établissements une certaine « compétitivité », mais cet effort n'aura de sens que si nos universités participent pleinement d'une réelle démocratisation de notre système de formation initiale.

La stratégie de Lisbonne à laquelle souscrit la France le rappelle justement : il ne peut y avoir de compétitivité sans cohésion sociale et territoriale. Si nous sommes convaincus que l'avenir du système économique français et européen est bien de passer d'une économie industrielle à une économie de la connaissance, alors ne perdons pas de vue que cette économie de la connaissance ne prendra corps que si elle puise ses racines dans une société elle-même fondée sur la connaissance.

Les universités auront un rôle central dans les années à venir, mais aussi une responsabilité grandissante pour la démocratisation des savoirs et des compétences. Elles ne

peuvent l'assumer seules : de nouveaux systèmes de collaboration, de gouvernance vont devoir être inventés. L'Etat, mais aussi les collectivités locales et territoriales, le monde économique vont devoir travailler avec les universités pour hisser le niveau de formation du plus grand nombre et lui permettre d'accéder aux diplômes d'enseignement supérieur. Des filières vont devoir être inventées pour répondre aux besoins de notre société, des systèmes garantissant un droit à la formation pour tous devront être mis sur pied pour permettre à chacun d'acquérir des qualifications en fonction de ses besoins. Ces enjeux ne sont d'ailleurs pas propres à la France, mais communs à l'ensemble des pays européens. Les réformes récentes ont posé les premières pierres, mais c'est tout l'édifice qu'il reste à bâtir pour permettre à notre jeunesse d'être armée pour les décennies à venir. Les élections européennes de l'an prochain permettront peut-être de faire monter ce débat.

Ce n'est pas de « réformettes » de l'école que nous avons besoin, encore moins d'économies sur ce qui prépare notre avenir, mais bien plus certainement d'une grande et ambitieuse Politique Educatrice Européenne.

Objectif : former le plus grand nombre.

### VOLONTAIRES ! FAIT PEU NEUVE

Cinq ans après sa création, notre journal change de maquette et connaît une petite révolution : le passage à la couleur, rendu possible, et à coûts moindres, grâce aux évolutions techniques. Les grands équilibres de *Volontaires !* restent par ailleurs inchangés, avec un dossier thématique de trois pages et de nombreuses rubriques sur les initiatives solidaires et la vie des quartiers populaires. Bonne lecture !

→ ÉTUDE



UNE ECOLE DE LA PEUR ?

PAGE 4

→ EXCLUSIF



PECRESSE POUR L'ENGAGEMENT

PAGE 5

→ ARTISTE



DIONYSOS AIME ET AIDE

PAGE 7

ET AUSSI

- RESULTATS DU BAROMETRE P. 2
- BÉNÉVOLE, PROFIL PLUS P. 5
- DERKA, RAPPEUR ENGAGÉ P. 8



L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour intervenir dans les quartiers défavorisés. Avec 7 500 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 280 villes partenaires, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires. Leur principale activité est l'accompagnement individualisé dans les quartiers en difficulté.

## → ÉTUDE

STRESS, SOLITUDE, INCOMPRÉHENSION... LES 700 ÉLÈVES SUIVIS PAR L'AFEV INTERROGÉS POUR LE PREMIER « BAROMÈTRE DU RAPPORT À L'ÉCOLE DES ENFANTS DES QUARTIERS POPULAIRES » LIVRENT UN TABLEAU ASSEZ INQUIÉTANT, MAIS ÉCLAIRANT, DE LEUR QUOTIDIEN EN CLASSE.

# Une école de la peur ?



Visuel réalisé gracieusement par Charb pour la 1<sup>ère</sup> Journée du Refus de l'Échec Scolaire.

Le vécu difficile de certains élèves à l'école : une explication souvent avancée pour expliquer l'échec scolaire d'une part importante de notre jeunesse. Mais peu de statistiques existent encore pour appuyer cette idée selon laquelle le parcours scolaire s'explique largement par le ressenti au quotidien des enfants en classe, leur rapport aux professeurs, leur compréhension de ce qui leur est demandé etc.

Le baromètre que vient de réaliser l'Afev avec le cabinet Trajectoires-Reflex constitue, à ce titre, un outil éclairant. Près de 700 élèves suivis par les bénévoles de l'association ont participé à l'enquête, scolarisés à part quasi égale au primaire et au collège. Leurs réponses, publiées à l'occasion de la première Journée du refus de l'Échec Scolaire le 24 septembre dernier, livrent un tableau assez inquiétant, celui d'une école qui produit du stress et de l'incompréhension auprès d'une part importante de nos enfants.

Ainsi, pas moins de 22% des élèves interrogés disent ne pas comprendre le plus souvent ce qui leur est demandé en cours. Et quand ils ne comprennent pas, 19% continuent le travail comme si de rien n'était, sans demander d'explications au professeur ou à leurs camarades. « Une attitude de réserve, voire de repli », analyse Pascal Bavoux, qui a assuré la réalisation du baromètre pour le cabinet Trajectoires-Reflex. Près d'un tiers des enfants avoue ainsi ne jamais lever le doigt pour participer en cours, expliquant cette attitude, dans 56% des cas, par la peur de se tromper dans les réponses.

Cette réserve vis-à-vis de la vie de la classe explique sans doute le rejet de l'école par une part non négligeable des enfants interrogés : 10% n'aiment « pas du tout » aller à l'école, 13% n'aiment « pas trop ». Un tiers environ des élèves disent s'ennuyer souvent tout le temps. Et 35% des enfants qui disent avoir mal au ventre le matin l'attribuent au stress ou à la peur d'aller à l'école.

## Désamour croissant

Ce qui est frappant dans ce désamour de l'école, c'est l'aggravation que l'on constate entre les réponses formulées par des élèves de primaire et celles de leurs aînés du collège. La part des enfants qui n'aiment pas aller à l'école (un peu, pas trop ou pas du tout) est de 57% en moyenne ; elle monte à 68% pour les collégiens. Quand il s'agit de s'adresser directement à

l'enseignant pour obtenir des explications, 61% des écoliers le font sans problème, contre seulement 44% pour les collégiens. La distance qui sépare les jeunes de l'institution scolaire et de leurs enseignants tendrait donc à s'accroître avec l'âge.

Le même phénomène semble également concerner les familles. Quand on leur demande si leurs parents les aident à réaliser leurs devoirs, 37% des enfants interrogés répondent « jamais ». Cette proportion monte à 45% pour les collégiens : le niveau de connaissances requises pour aider les enfants s'élevé au fil de la scolarité, et de nombreux parents n'essaient même plus d'aider le jeune car ils ne se sentent pas à la hauteur, estime les auteurs de l'enquête. « Cette faible implication de certains parents dans l'aide aux devoirs ne doit pas être mécaniquement interprétée comme un désintérêt », souligne Pascal Bavoux, mais comme le signe des difficultés de nombreux parents « à se penser comme un élément important de la réussite scolaire de leur enfant », surtout s'ils ont été eux-mêmes « disqualifiés » par l'école – absence d'études, faible niveau de qualification, illettrisme etc.

## Hors des murs

Le baromètre s'intéresse aussi aux pratiques extrascolaires des enfants des quartiers populaires. Avec une première statistique surprenante : pas moins de 75% des enfants interrogés disent avoir un ordinateur à la maison et 63% disposer

d'Internet, ce qui semble confirmer la démocratisation de ces outils. A l'heure où les nouvelles technologies prennent une place de plus en plus affirmée dans les enseignements et dans la vie professionnelle, ces éléments sont plutôt encourageants. Le rapport à la lecture, lui, reste plus difficile : plus d'un tiers des enfants disent ne jamais lire de livres chez eux. Or, relèvent les auteurs de l'enquête, « le manque de lecture n'est pas sans conséquences sur la réussite scolaire des élèves : la lecture est valorisée comme un moyen pédagogique de développer ses savoirs, sa maîtrise de la langue, son vocabulaire ». Là encore, on constate un creusement des écarts au fil des ans : quand un tiers des élèves de primaire disent ne jamais fréquenter la bibliothèque de quartier, ils sont deux tiers au collège.

PAUL FALZON-MONFERRAN



[www.refusechecscolaire.org](http://www.refusechecscolaire.org)  
Retrouvez sur le site les résultats complets du baromètre et toutes les informations sur la première Journée du Refus de l'Échec Scolaire.

## → ÉVÈNEMENT

## PARENTS ET PROFESSEURS, UNE RELATION À CONSTRUIRE

LE 24 SEPTEMBRE DERNIER, LA PREMIÈRE JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE A RASSEMBLÉ DES MILLIERS DE PERSONNES AUTOUR DU THÈME « LES FAMILLES ET L'ÉCOLE ». L'OCCASION D'AVANCER DES PROPOSITIONS POUR QU'ENSEIGNANTS ET PARENTS APPRENNENT À TRAVAILLER DE CONCERT POUR LA RÉUSSITE DE L'ENFANT.

La Journée du Refus de l'Échec Scolaire a concentré ses travaux sur la question de la relation entre parents et professeurs. Une relation souvent décrite comme conflictuelle, certains cherchant à désigner les uns ou les autres – parents démissionnaires, professeurs sourds au dialogue... – comme responsables de l'échec de masse qui conduit à la sortie de l'école, chaque année, de 150 000 jeunes sans diplôme ni qualification.

Le parti pris de cette journée était au contraire de chercher des pistes pour que familles et école apprennent à travailler

ensemble pour la réussite de l'enfant. Comme le résume Philippe Meirieu, l'un des participants des débats organisés le 24 septembre à travers la France : « Dans le domaine éducatif, la responsabilité, ce n'est pas comme un gâteau. Dans un gâteau, plus j'en prends, moins il en reste. En matière éducative, plus chaque acteur joue son

rôle, le mieux possible, et plus les autres peuvent jouer le leur. »

### Quelle pistes ?

Parmi les propositions qui ont émergé de cette première Journée du Refus de l'Échec Scolaire, la plupart s'orientent vers une remise en cause du fonctionnement même de l'institution scolaire pour

qu'elle s'adapte aux publics les plus éloignés de l'école. Ainsi, François Jarraud, de l'association de professeurs le Café pédagogique, propose la création d'une « valise d'outils de communication » fournie aux enseignants pour les aider à dialoguer avec les familles peu ou pas scolarisées, étrangères, illettrées. « Puisque l'École est capable d'apprendre à parler et écrire à tous les enfants, elle-même doit être capable de le faire avec toutes les familles », explique François Jarraud. Dans la même veine, Jean-Michel Zakhartchouk, des Cahiers pédagogiques, propose la généralisation de formations spécifiques pour les futurs

enseignants, que seuls quelques IUFM ont mises en place jusqu'à présent.

Une idée forte également est de faire entrer les parents dans l'école. « Pas pour que les familles y fassent la loi, mais pour comprendre ce qui s'y passe » précise Philippe Meirieu qui propose une journée d'immersion par an. Bruno Masurel, d'ATD Quart-Monde, donne l'exemple de « l'espace parents » que son association a mis en place dans un établissement de Rennes : c'est un lieu d'échange entre parents et professeurs, et pour les parents entre eux. La construction d'une salle dédiée aux parents pourrait facilement être intégrée dans le cahier des charges de toute nouvelle école, confirme Nicolas Delesque, secrétaire général de l'Afev, en s'appuyant sur ce qui se fait déjà en Catalogne. Au nom de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme, Eric

Nédélec suggère même d'aller plus loin : « lier des actions de formation pour des adultes qui ne maîtrisent pas les compétences de base avec l'entrée en scolarité de leurs enfants », qui est souvent un moment de forte motivation par rapport au savoir pour les familles.

Dernières pistes : supprimer les devoirs à la maison, comme le demande la Fédération des Conseils de parents d'élèves (FCPE) qui rappelle que cette pratique renforce les inégalités entre les familles qui possèdent les moyens d'aider leurs enfants et les autres. Mais aussi créer un vrai statut pour les parents d'élèves, suggère le formateur IUFM Dominique Sénore, qui juge que c'est le seul moyen pour les parents aient le temps de s'investir dans le dialogue avec les professeurs et les institutions.

PAUL FALZON-MONFERRAN

Puisque l'École est capable d'apprendre à parler et écrire à tous les enfants, elle-même doit être capable de le faire avec toutes les familles.

FRANÇOIS JARRAUD, LE CAFÉ PÉDAGOGIQUE



## DOSSIER

DÉCOULANT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES UNIVERSITÉS INCITE LES UNIVERSITÉS À INTÉGRER LES ENJEUX CULTURELS, SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX DANS LEURS ACTIVITÉS EN INTERACTION AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, LE MONDE PROFESSIONNEL ET LES AUTRES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ. UN COLLOQUE SUR CETTE QUESTION AURA LIEU LE 9 DÉCEMBRE PROCHAIN À LYON.

# Développer

## « l'envie d'Université »

### par la Conférence des Présidents d'université

L'égalité des chances dans l'accès à l'université est devenue, depuis le milieu des années 80 et la massification de l'enseignement supérieur, mais aussi avec le développement de ce champ des sciences sociales, un objet de discours politique répandu. Par « égalité des chances », le politique entend réparer, contrecarrer des iniquités constatées et mesurées au moyen d'instruments d'analyse objectifs faisant eux aussi l'objet d'enjeux politiques d'appropriation. L'exemple le plus récent en est sans doute le rapport

sur la « diversité » remis par Michel Wieviorka à Valérie Pécresse et qui préconise, entre autres, de « multiplier de façon significative le nombre de places mises au concours des grandes écoles, et développer une politique de diversité à l'entrée – dans l'esprit qui anime la politique de Sciences-Po depuis 2000 ».

Cette conception suppose une première inégalité entre établissements – universités et écoles dites « grandes » – du point de vue des chances qu'auraient ceux passés par les premières et ceux issus des secondes, et une seconde inégalité du point de vue de leur accès, et des différents publics qui les composent. Ces problématiques ont donné lieu ces dernières années à des recherches et des classifications différenciant selon les pays et institutions visés : si le genre est universellement admis comme un facteur de discrimination quantifié, par exemple, la couleur de peau ne l'est que depuis récemment, en France, où l'on parle plutôt d'origine sociale ou géographique (comme les zones d'éducation prioritaires).

graphique (comme les zones d'éducation prioritaires).

Au niveau européen même, la dimension sociale de l'accès à l'enseignement supérieur, et de son corollaire communautaire, la mobilité étudiante, est un enjeu qui a motivé plusieurs colloques et réflexions, il s'est même agi du thème de la récente réunion de l'EUA (association des universités européennes), fin octobre, à Rotterdam. La Conférence des Présidents d'Université (CPU) y a réaffirmé l'importance de la dimension sociale, conçue comme « l'ensemble des mécanismes qui visent à assurer l'égalité des chances et la cohésion sociale pour conduire le plus grand nombre d'étudiants au meilleur niveau possible et au plein épanouissement de leurs potentialités, quelle que soit leur origine sociale, culturelle ou économique ».

A l'heure où le ministère a permis aux universités, avec la loi d'août 2007, d'être attributaires de « libertés et responsabilités », comment peuvent-elles faire vivre l'égalité des chances et montrer qu'elles assument totalement leur responsabilité sociale ? Quelle place pour le partenaire qu'est l'Afev ?

Le mot d'ordre qu'a adopté en 2006 la CPU « L'Université est une chance, saisissons-la » n'est pas qu'un slogan. L'université reste

par excellence le lieu où s'exprime l'égalité des chances. Sur les 2.2 millions d'étudiants que compte notre pays, 1.4 millions sont en université. Pour admettre ses étudiants, l'université ne leur demande que le baccalauréat – ou son équivalent. Une fois inscrits, ces étudiants bénéficient de mesure visant à les faire réussir, par la désignation d'enseignants référents, l'organisation de travaux dirigés en petits groupes, la mise en place de tutorat... comme l'a montré le plan « réussite en licence ». En amont l'université a travaillé avec les lycées qui l'environnent – et constituent encore son bassin de recrutement naturel – afin de permettre aux lycéens de réaliser au mieux leurs choix d'orientation. Si tous les partenaires jouent le jeu – université, classes préparatoires, sections de techniciens supérieurs, IUT, lycées – alors les étudiants pourront optimiser leurs ambitions et leurs chances de réussite : la responsabilité sociale est collective, l'université est tête de file de sa mise en œuvre.

Malgré les espaces numériques de travail, lieux de ressources pédagogiques virtuels, l'université n'existe pas ex nihilo mais bel et bien physiquement sur un territoire, et même plusieurs du fait de l'ouverture de nombreuses antennes universitaires dans les années 90 : le maillage universitaire du territoire national est aujourd'hui quasi total. Les universités ne sont pas que de purs esprits et entretiennent avec ces territoires qui les environnent des relations complexes, marquées par l'histoire qui ont vu les établissements éclatés, placés sur des campus plus ou moins accessibles, plus ou moins éloignés des centres villes. Les communes, départements, régions, sont aujourd'hui des partenaires de premier plan des universités, et les quartiers environnant l'université participent à son bon

fonctionnement. La responsabilité sociale des universités est un élément essentiel de son implantation géographique.

L'Afev a été un des acteurs pivots du plan 100 000 étudiants pour 100 000 élèves. Aujourd'hui, l'Afev c'est 7500 étudiants bénévoles pour 10 000 élèves aidés. Les valeurs de solidarité et de partage sont au cœur du projet de l'Afev, et portées par les étudiants qui choisissent de s'engager dans ses projets pour « être utile ». Sans ces étudiants, et sans ceux qui interviennent par d'autres actions (culturelles, humanitaires ou simplement humaines) sur les territoires de l'université, le lien entre l'établissement d'enseignement supérieur et son environnement serait tenu. C'est la raison pour laquelle la CPU a, dans l'accord cadre qui la lie à l'Afev, affirmé être « convaincue de l'intérêt et de la légitimité du projet formateur de l'Afev ; la construction d'une identité citoyenne étudiante, à laquelle participe l'Afev, contribu[ant] en effet à poser l'université comme acteur et ressource des problématiques socio-urbaines du territoire qui l'environne, et, par là-même, à construire une identité collective des universités ».

La responsabilité sociale des universités, là, s'exprime vis-à-vis de ces étudiants engagés, pour lesquels l'université va faciliter, voire reconnaître et valider l'engagement ; mais aussi envers les futurs étudiants, ceux des territoires environnants, chez lesquels les engagements de l'Afev vont développer l'« envie d'université ».

www.cpu.fr

L'université reste par excellence le lieu où s'exprime l'égalité des chances.



Conférence des présidents d'université

L'université est une chance. Saisissons-la

## → ENTRETIEN CROISÉ

## Jouons collectivement

ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES, QUEL REGARD PORTENT-ELLES SUR LA QUESTION ÉMERGENTE DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES UNIVERSITÉS ? RÉPONSES CROISÉES D'HÉLÈNE MANDROUX, MAIRE DE MONTPELLIER ET NOUVELLE PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION DES VILLES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, ET JEAN-JACK QUEYRANNE, PRÉSIDENT RHÔNE-ALPES, UNE RÉGION PIONNIÈRE DANS LE TRAVAIL COMMUN ENTRE UNIVERSITÉS, ENTREPRISES ET COLLECTIVITÉS.

**Volontaires ! Comment les universités ont-elles contribué à façonner votre territoire ?**  
**Hélène Mandroux** Pour mesurer l'impact de l'université à Montpellier, il suffit de regarder l'histoire : la ville est passée de côté du boom industriel du 19<sup>e</sup> siècle et pourtant, elle a su se faire une place dans le paysage économique. Cela a été possible en fait grâce à la présence de la faculté de médecine – la plus ancienne d'Europe – puis de celle de droit, et enfin des centres de recherche notamment en agronomie et en mathématiques qui ont assuré la prospérité actuelle de la ville. Aujourd'hui, un habitant sur quatre à Montpellier est un étudiant.



Hélène Mandroux

**Jean-Jack Queyranne** La marque de fabrique de Rhône-Alpes est le lien fort qu'elle a cultivé entre les entreprises et les universités. Nous voulons aujourd'hui développer une économie de la connaissance, fondée sur les résultats de la recherche et sur la formation à un niveau supérieur des hommes et des femmes capables de la mettre en œuvre. Cela passe par un potentiel scientifique important, créateur de nouvelles idées qu'il faut transférer le plus rapidement et le plus efficacement possible vers les entreprises. Cela passe également par un système de formation efficace à l'écoute des besoins du monde économique.

**V ! Quelle est alors, selon vous, la première responsabilité sociale des universités ?**

**J-J Q** Je suis convaincu que la formation est un des principaux piliers d'un nouveau modèle de développement qui nous permettra d'anticiper les mutations économiques, politiques et sociales de notre société. Là réside la princi-

pale responsabilité sociale de l'université. Chacun doit avoir accès à une formation qui lui donne la possibilité de construire son parcours professionnel et de s'épanouir. C'est notamment un enjeu majeur pour notre Région dont un quart des habitants a moins de vingt-six ans. Bien sûr, les universités doivent être ouvertes au plus grand nombre. De plus, elles doivent donner les mêmes chances de réussite à tous les étudiants, quelle que soit leur origine sociale. L'université dans sa mission première de formation doit générer de la solidarité. Cela passe également par les actions mises en place en dehors de ses murs.  
**HM** Evidemment, la question de la formation et de l'éducation est la première mission de l'université. Mais sa responsabilité sociale est plus large. Nous avons lancé une maison de la prévention sur les questions de santé : plusieurs professeurs de la faculté de médecine y donnent des conférences et des conseils en direction des enfants, des adul-

tes, des personnes âgées. Dans ce cadre, les universitaires travaillent avec les associations de quartier, les associations scolaires etc.



Jean-Jack Queyranne

**V ! Comment, en tant qu'acteur politique, pouvez-vous soutenir les liens entre l'université et les populations de votre territoire ?**

**J-J Q** L'émergence d'une économie de la connaissance doit prendre en compte le contexte de mondialisation des échanges tout en veillant à une incarnation territoriale de ses enjeux : c'est sur les territoires, au plus près des populations locales, que l'université est appelée à jouer son rôle. Il y a sur ce sujet un exemple intéressant, celui de l'Etat du Parana au Brésil avec qui la

région Rhône-Alpes possède un accord de coopération. Les universités y ont ouvert des « extensions » qui regroupent des actions éducatives, non diplômantes, ouvertes aux populations locales et des recherches appliquées au service des besoins sociaux des populations. Elles associent et impliquent enseignants, chercheurs, étudiants. Dans la plupart des universités brésiliennes et au Parana en particulier, les « extensions » remplissent une fonction considérée et reconnue par la législation en vigueur. L'ambition politique du Parana, avec son programme « université sans frontières », et l'expérience des « extensions » en matière de diffusion de la culture scientifique et technique par l'expérience sociale, doivent utilement nourrir notre réflexion en Rhône-Alpes. Celle des acteurs de l'université et de la vie étudiante, comme celle de la collectivité.

**HM** La synergie entre universités et collectivités est indispensable. Montpellier a

été choisie parmi les six projets de l'« opération campus » : dès que la nouvelle a été connue, j'ai demandé à mes services de s'impliquer complètement. Nous avons notamment fait une analyse des sites universitaires avec un urbaniste et lancé une restructuration non seulement des voies de circulation automobile, mais aussi de tous les modes de déplacement possible – tramway, vélo, marche à pied – que privilégient les étudiants. De nouvelles entrées vont être créées sur les sites universitaires, de nouvelles voies de transport, pour s'adapter aux pratiques des étudiants. Et du coup, c'est toute la ville qui va en bénéficier. Pour nous, il ne faut pas faire un campus à l'américaine, fermé, où les étudiants sont à part, mais un campus dans la ville, avec des étudiants qui font vivre la ville.

PROPOS RECUEILLIS PAR P-F-M



[www.avuf.fr](http://www.avuf.fr)  
[www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr)  
[www.rhonealpes.fr](http://www.rhonealpes.fr)  
[www.ufpr.br/portal/](http://www.ufpr.br/portal/)

## → REPORTAGE

## CRÉDIT EN HAUSSE POUR L'ENGAGEMENT ÉTUDIANT

UNE TRENTAINE D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES RECONNAÎT L'ENGAGEMENT ÉTUDIANT À L'AFEV VIA L'ACQUISITION D'UNITÉS D'ENSEIGNEMENT. ZOOM SUR LE CAS DE LA ROCHELLE, OÙ CE DISPOSITIF EXISTE DEPUIS TROIS ANS.

C'est l'Afev qui, en 2005, est venue frapper à la porte de l'université de La Rochelle. L'idée de reconnaître l'engagement solidaire des étudiants a tout de suite convaincu l'équipe éducative. Une réflexion conjointe fut alors entamée afin de concevoir un dispositif adapté. Celui-ci pris la forme d'une unité d'enseignement (UE), intitulée « engagement étudiant », développée en

deux semestres et accessible depuis n'importe quelle filière.

« Les étudiants peuvent choisir de s'engager dans trois domaines : l'accompagnement à la scolarité avec l'Afev, l'aide aux élèves étrangers avec l'association Parler Français ou la solidarité internationale », explique Sophie Raoult, déléguée territoriale de l'Afev sur Poitiers et La Rochelle. Le dispositif a rapidement fait ses preuves. « Il y a deux ans, nous n'avions que quinze étudiants devenus bénévoles chez nous grâce à cette UE. Aujourd'hui, ils sont quatre-vingt dix », détaille Sophie Raoult.

En pratique, ces étudiants font le même travail que n'importe quel autre bénévole à l'Afev. A deux différences près : les trois conférences obligatoires que leur dispense l'Université sur l'histoire et la philosophie de l'engagement, et la note qu'ils décrochent à chaque fin de semestre. « La première moitié de

l'année permet de vérifier qu'ils participent bien à la vie de l'association, c'est-à-dire qu'ils assistent aux formations que nous leur proposons et qu'ils nous tiennent informés de l'avancée de leur accompagnement, détaille la déléguée territoriale. Au second semestre, ils nous remettent l'équivalent d'un rapport de stage, qui s'accompagne d'une soutenance orale de vingt minutes. A cette occasion, nous demandons à l'étudiant de nous expliquer les raisons de son engagement à l'Afev et le déroulement d'une séance type avec l'enfant. »

L'objectif est de valoriser les points positifs de l'engagement social et solidaire, de mettre en avant les compétences nouvellement acquises par le bénévole ainsi que l'évolution de son regard sur la société qui l'entoure. « Nous le questionnons sur sa vision des quartiers ou des banlieues : a-t-elle changée durant l'année ? Si oui, pourquoi ? », raconte Sophie Raoult.

Trois ans après le lancement de cette option, le bilan apparaît clairement positif. En reconnaissant le bénévolat étudiant, l'université a permis à de nombreux élèves de franchir le pas de l'engagement social et solidaire. Comme le souligne Sophie : « les étudiants redoutent souvent de ne pas avoir assez de temps pour participer à la vie d'une association, mais grâce à ce dispositif ils s'en voient donner l'occasion tout en contribuant à la réussite de leurs études. »

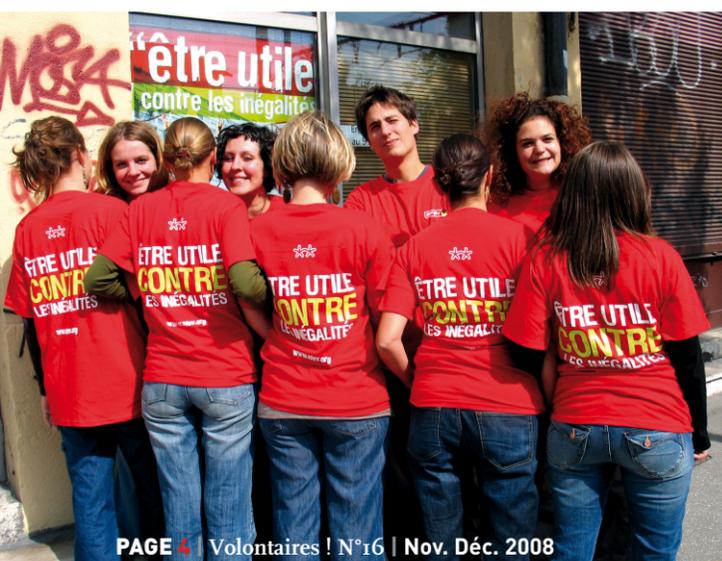
MATTHIEU LAMARRE

## Le chiffre

# 33

ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES EN PARTENARIAT AVEC L'AFEV IMPLIQUÉS DANS UNE DÉMARCHE DE VALIDATION DE L'ENGAGEMENT BÉNÉVOLE PAR L'ATTRIBUTION DE CRÉDITS ECTS, DE BONIFICATION OU DE CERTIFICATION.

Albi, Aix Marseille 1, Aix Marseille 2, Aix Marseille 3, Angers, Artois, Bordeaux 1, Bordeaux 3, Bretagne Sud, Cergy-Pontoise, Clermont Ferrand 2, La Réunion, La Rochelle, IEP de Lille, Lille 3, Littoral Côte d'Opale, Lyon 1, Maine, Montpellier 2, Nantes, Nîmes, Paris 3, Paris 7, Paris 8, Paris 12, Poitiers, Reims, Rennes 1, Rennes 2, Saint-Etienne, IEP de Toulouse, Valenciennes, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.



→ EXCLUSIF

# VALÉRIE PECRESSE S'ENGAGE POUR LA RSU

**VALÉRIE PÉCRESSE**, MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE, A ACCEPTÉ DE PARRAINER LE COLLOQUE SUR LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES UNIVERSITÉS (RSU) INITIÉ PAR L'AFEV LE 9 DÉCEMBRE.

**Volontaires !** Le plan « réussir en licence » vise à diviser par deux le taux d'échec en première année à l'université, un étudiant sur deux échouant aujourd'hui en fin de première année. Pouvez-vous présenter les grands axes de ce plan ?

**Valérie Péresse** Ce sont les étudiants eux-mêmes qui m'ont demandé un plan de lutte contre l'échec en premier cycle. Avec eux, nous avons bâti le cahier des charges de la nouvelle licence qui a trois axes forts : une orientation préparée qui se prolonge jusqu'à la fin de la première année, une première année pluridisciplinaire qui permette le renforcement des acquis de terminale et donne le temps



de réfléchir à son projet personnel et enfin l'aménagement de passerelles vers les STS ou les IUT en cas de changement d'orientation. Nous avons voulu construire une licence qui soit un vrai diplôme qualifiant reconnu sur le marché de

*L'engagement des étudiants doit être reconnu d'une manière ou d'une autre.*

VALÉRIE PECRESSE

l'emploi, une formation qui propose des connaissances renforcées et la présence obligatoire des compétences indispensables à la vie d'aujourd'hui : les nouvelles technologies, les langues étrangères. Le stage prévu en 3e année de licence sera une véritable ouverture sur la vie professionnelle et permettra aux étudiants de choisir entre une poursuite d'études et la recherche immédiate d'un emploi.

**V** L'Afev développe depuis de nombreuses années, en lien avec les universités, des dispositifs visant à la reconnaissance et à la validation de l'engagement des étudiants bénévoles impliqués dans des actions d'accompagnement d'enfants et de jeunes en difficulté, essentiellement par l'attribution de crédits ECTS. Comment pensez-vous soutenir le développement de tels dispositifs ?

**VP** Je crois en effet que l'engagement des étudiants comme tuteurs doit être reconnu d'une manière ou d'une autre. Ce type d'engagement auprès d'autres étudiants, d'élèves de collège ou de lycée, est aussi important pour les jeunes qui en bénéficient que pour ceux qui l'assument. D'ici la fin du mois de novembre [NDLR : interview réalisée fin octobre], j'annoncerai la liste de la centaine de partenariats entre établissements que mon ministère labellisera sous le nom de « cordées de la réussite ». Des établissements d'enseignement supérieur qui mettent à disposition des tuteurs, pour des élèves de classes prépa, de lycée ou de collège pour les accompagner dans un projet d'étude : c'est le principe des cordées. Je suis décidée à soutenir ce type de dispositifs en les formalisant, en les évaluant et en les accompagnant financièrement.

PROPOS RECUEILLIS  
PAR ÉLISE RENAUDIN



[www.nouvelleuniversite.gouv.fr](http://www.nouvelleuniversite.gouv.fr)

→ POINT DE VUE

## Bénévole, profil plus

POUR **CHRISTIAN LEROY**, DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES DE FLUNCH, LES ÉTUDIANTS QUI S'ENGAGENT DANS DES ACTIONS SOLIDAIRES DÉVELOPPENT DES QUALITÉS D'OUVERTURE ET DE TRAVAIL EN ÉQUIPE.

Tous nos restaurants, sans exception, ont un comité d'établissement avec des représentants du personnel. Devinez qui nous retrouvons principalement à ces postes ? **Des personnes qui ont eu, par le passé, des engagements solidaires et qui sont, aujourd'hui, les moteurs du mieux vivre dans l'entreprise.** Cela explique pourquoi nous attachons tant d'importance à un jeune qui a une expérience de bénévole dans une association comme l'Afev. Il a su développer par ce biais des compétences comme l'ouverture aux autres et le sens du travail en équipe. Cela crée une dynamique, un esprit de solidarité, qui contribuent à la cohésion de nos salariés et dont nos clients sont les premiers bénéficiaires.

### C'est lui que je recrute

Le monde s'apprête aujourd'hui à passer un cap, en tournant la page du capitalisme financier débridé. Nous allons enfin pouvoir libérer les énergies des personnes qui travaillent et nous concentrer sur leurs compétences. Celles et ceux qui ont su s'investir pour la société, qui ont une expérience solidaire, vont être plus reconnus qu'auparavant.

Cet idéal, je le pratique déjà à Flunch. Imaginons que deux candidats frappent à ma porte. L'un a un master, l'autre une licence. Ce dernier est moins bien diplômé, mais m'explique qu'il s'est investi pour les autres, qu'il s'est impliqué dans une association... Sans hésiter, c'est lui que je recrute, car je suis convaincu que nous n'arriverons à aucun développement économique viable sans prendre en compte la solidarité et le sens du collectif.

**L'engagement social et solidaire est d'autant plus précieux qu'il est complémentaire aux études universitaires.**

Depuis vingt-six ans que j'enseigne, j'ai pu m'apercevoir d'une chose essentielle : les mises en situation préparant concrètement à l'insertion sociale et professionnelle n'interviennent que très tardivement dans les cursus. L'étudiant qui donne de son temps aux autres bénéficie bien plus tôt des outils nécessaires à son intégration dans la société.

### Expériences diplômantes

Voilà pourquoi je milite activement pour qu'il y ait des validations des acquis de l'expérience, pour qu'on ne se borne plus à des diplômes qui ne se basent que sur

des référentiels parfois anciens et passifs, pour que le fait de reconnaître l'engagement citoyen devienne enfin diplômant en soit. Ce n'est pas encore gagné, mais nous sommes en train d'aller dans le bon sens. Actuellement, je participe par exemple à la finalisation d'un accord qui permettra aux ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur de transformer les expériences d'engagement en une validation d'acquis qui découlera sur un diplôme.

En attendant, nous pouvons tirer partie de la loi LRU, qui permet d'intégrer une personnalité du monde professionnel dans chaque conseil d'administration. Il nous faut entamer par ce biais des rapprochements entre les entreprises et l'enseignement supérieur. Mais cela ne peut se faire sans des gens ouverts, qui acceptent de ne plus s'ignorer profondément et se mettent enfin à travailler ensemble.



CHRISTIAN LEROY,  
DRH NATIONAL DE  
FLUNCH

## Repères

### RESPONSABILITÉ SOCIALE DES UNIVERSITÉS (RSU) :

La déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur adoptée par la Conférence mondiale sur ce thème de l'Unesco en 1998 énonce que « la société [étant] de plus en plus fondée sur le savoir, [...] l'enseignement supérieur et la recherche sont désormais des composantes essentielles du développement culturel, socio-économique et écologiquement viable des individus, des communautés et des nations. » A partir de cette déclaration et de la définition du développement durable selon le rapport Brundtland (1987), nous pouvons proposer la définition suivante : la Responsabilité Sociale des Universités est l'intégration par les universités de préoccupations culturelles, socio-économiques et environnementales dans leurs activités et leurs relations avec le monde du travail, les collectivités territoriales et les autres composantes de la société.

### LA LOI LRU

La loi relative aux libertés et responsabilités des universités (dite loi LRU ou loi Péresse) du 10 août 2007 prévoit principalement que, dans un délai de cinq ans, toutes les universités peuvent demander à accéder à l'autonomie dans les domaines budgétaire et de gestion de leurs ressources humaines et qu'elles puissent devenir propriétaires de leurs biens immobiliers.

## Pour aller + loin

### BIBLIOGRAPHIE

- Olivier Rey, L'enseignement supérieur sous le regard des chercheurs, INRP, février 2005
- L'état de l'école, N°17, octobre 2007, téléchargeable sur [www.education.gouv.fr](http://www.education.gouv.fr)
- Higher Education in the World 3, 3rd Edition, Higher Education : New Challenges and Emerging Roles for Human and Social Development, Palgrave Macmillan
- Unesco, Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le XXIe siècle, Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, Paris, 9 octobre 1998, téléchargeable sur <http://unesdoc.unesco.org>

### SITOGRAFIE

- [www.colloque-rsu.org](http://www.colloque-rsu.org)  
Le site du Colloque du 9 décembre avec différentes contributions.
- [www.guni-rmies.net](http://www.guni-rmies.net)  
Le site du Global University Network for Innovation est un observatoire international sur la RSU (en anglais et en catalan).
- [www.univers-cite.info](http://www.univers-cite.info)  
Ce site de la newsletter Universités & Territoires regroupe de nombreux articles et entretiens qui traitent la question de la RSU.

## C'est pas trop dur ?

# Familles je vous fuis...

**EN HUIT ANS D'ENSEIGNEMENT, JE N'AI JAMAIS DEMANDÉ UN RENDEZ-VOUS À UN PARENT D'ÉLÈVE.**

Evidemment, j'ai de nombreuses occasions de rencontrer des familles : remise des bulletins, réunions, ou lorsque je suis sollicitée par l'une d'entre elles. Mais cela, en ZEP, n'arrive presque pas. Du coup (trop facile, me direz-vous), je me contente de glaner des informations chez ceux qui assument déjà le lien : conseiller d'éducation, chef d'établissement et souvent, malheureusement, assistante sociale.

Et ce, d'abord, pour les parents eux-mêmes. Car le plus souvent, l'école ne les reçoit pas, elle les convoque, pour évoquer les problèmes posés par leur progéniture... On assiste alors à des scènes tragi-comiques, dont je doute qu'elles aient une utilité : je n'ai jamais vu un enfant insolent rentrer dans le rang suite à un entretien avec sa mère ; ni un élève se passionner pour les maths après avoir entendu son prof se plaindre à son père qu'il ne faisait rien ; ni une élève devenir moins absentéiste parce que son grand frère était venu nous serrer la main avec l'air d'un chef de famille... Ce que j'ai vu, en revanche, ce sont des parents se mettre à hurler contre leur enfant pour essayer de sauver les apparences, des mères s'effondrer pour déplorer que le cadet ne soit pas comme l'aîné qui a réussi, ou de lourds silences qui traduisaient l'impuissance, l'épuisement.

Et puis je pense aussi aux élèves. Quelle image de l'adulte, de l'école, et d'eux-mêmes, leur donne-t-on lorsqu'on a, comme seule réponse à leurs défaillances, d'aller en rendre compte aux parents ? Comment les considère-t-on, eux que l'on forme à devenir des citoyens responsables ? Je ne trouve pas profitable de les contourner. Vous souvenez-vous de l'image que vous aviez de vos parents à l'adolescence ? Vous souvenez-vous des secrets que vous aviez envie de garder ? Avez-vous déjà pris une raclée à l'arrivée d'un coup de fil ? Avez-vous déjà vu vos parents revêtir leurs beaux habits pour aller écouter le sermon d'un professeur dont ils ne comprennent pas les mots ? Avez-vous déjà eu la peur au ventre à l'idée que votre mère allait tout lâcher, expliquer une situation extrême que vous vouliez précisément dissimuler derrière l'insolence ?

Bien sûr, je continue de rêver à une école ouverte, à des ateliers avec les parents, des échanges sur leurs parcours, des sorties au théâtre. voire des mouvements sociaux en commun, des occupations de locaux... Tout est possible, mais ces rencontres-là restent exceptionnelles.

Alors pour le moment, je préfère m'adresser à ce jeune devant moi et lui dire : je te considère comme une personne à part entière, je te regarde droit dans les yeux. Non je ne vais pas appeler tes parents, c'est à toi que je parle. Alors n'essaie pas d'esquiver. On va trouver une solution.



**NATHALIE BROX**  
est professeure  
au lycée Jacques-Feyder  
à Épinay-sur-Seine (93)

## → SOLIDAIRES ICI ET AILLEURS

# Valeurs montantes

**PEUT-ON ÊTRE PATRON ET DÉFENDRE UN PROJET DE SOLIDARITÉ ? L'ENTREPRENARIAT SOCIAL SE DÉVELOPPE EN FRANCE, LENTEMENT MAIS AVEC BEAUCOUP D'AMBITIONS.**

**P**our ces patrons, pas de parachutes dorés ni de stock-options. Les entrepreneurs dits « sociaux », ou « solidaires », sont une espèce encore méconnue en France, mais une espèce ambitieuse. Au sein d'Ashoka, une association qui repère et soutient ces entrepreneurs, on n'hésite pas à dire que le but de ces structures innovantes – qui peuvent prendre la forme d'entreprises ou d'associations – est d'être « des agents du changement de la société », explique Catherine Leroy-Jay chargée de la communication.

Exemple avec Andess, une association qui regroupe des épiceries sociales dans une centaine de villes en France. Jusque là isolées au plan local, les épiceries ont pu, avec cette nouvelle structure, créer une chaîne d'approvisionnement commune qui a permis de diversifier l'offre aux bénéficiaires. Andess a aussi créé un système de récupération des fruits non conformes aux critères de la grande distribution et pourtant en parfaite qualité : 5 tonnes sont traitées chaque jour qui permettent ainsi de diversifier l'alimentation de dizaines de milliers de personnes démunies dans tout le pays.

Pour nombre d'entrepreneurs sociaux que l'association soutient, l'objectif est bien plus vaste qu'une bonne action isolée : **il s'agit rien de moins que de faire bouger toute la société.** « Sur les 2000 structures que nous avons aidées depuis trente ans dans le monde, 70 à 80% ont provoqué un changement de législation dans leur pays », précise Catherine Leroy-Jay. Il faut dire que la plupart des 60 pays où Ashoka est présente sont des pays en développement (Asie, Afrique, Amérique Latine) où la législation sociale reste souvent faible. Mais dans les pays occidentaux, face aux grandes entreprises multinationales, le poids de l'entrepreneuriat social n'est-il



**Soutien.** Depuis son arrivée en France il y a trois ans, Ashoka a déjà soutenu une trentaine de projets d'entreprise solidaire.

pas condamné à rester faible ? A Ashoka, on veut croire que la multiplication des initiatives solidaires fera changer les mentalités et le rapport de forces. « On se rend compte que les innovations portées par les entrepreneurs sociaux sont souvent reprises ensuite par les pouvoirs publics, poursuit Catherine Leroy-Jay. D'autant que la plupart de ces actions innovantes ont un intérêt économique réel... » Ainsi, Siel Bleu, une association qui organise des séances de remise en forme des seniors, a pu démontrer que ces cours faisaient diminuer les souffrances et, partant, la consommation de médicaments et les journées d'hospitalisation. Un gain non négligeable pour les finances publiques, mais aussi les mutuelles qui regardent avec de plus en plus d'intérêt les activités de l'association et pourraient même mettre la main au portefeuille. Sachant que Siel Bleu, comme quasiment toutes les structures du secteur, réinvestit toutes ses recettes dans le développement de ses activités non-lucratives.

Même s'il a aujourd'hui le vent en poupe, l'entrepreneuriat social reste encore mal compris en France. **L'objectif d'Ashoka est désormais de développer la culture du projet chez les plus jeunes** : apprendre à rédiger un projet, trouver les financements, démarcher les collectivités... Des bourses ont été créées pour des mini-associations locales, dont certaines ont été attribuées à des jeunes suivis par l'Afev.

PAUL FALZON-MONFERRAN

www.ashoka.asso.fr

## → VU SUR LE NET

**TROIS SITES INTERNET ONT RETENU NOTRE ATTENTION. LE SITE DE LA HALDE, CELUI DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES CHARGÉ DES RÉFUGIÉS ET CELUI DE L'INJEP. N'HESITEZ PAS À NOUS FAIRE PART DE VOS DÉCOUVERTES SUR LE NET, ELLES NOUS INTÉRESSENT !**

<http://ouvertatous.skyrock.com/>



Des chansons contre les discriminations : c'est l'idée du dernier concours lancé par la Haute autorité de lutte contre les discriminations, la Halde, sur son blog pour les jeunes, « Ouvert à tous ». A partir d'une musique mise en ligne sur le site, les bloggeurs sont invités à déposer leurs paroles sur les discriminations quotidiennes dont ils sont les témoins et, parfois, les victimes. Le texte gagnant sera enregistré sous

le parrainage le rappeur Benza, et diffusé ensuite sur le site de la Halde. Depuis son ouverture cet été, le blog « Ouvert à tous » a déjà atteint son objectif de laisser la parole aux jeunes des quartiers au vu des milliers de commentaires laissés par les internautes.

[www.enversetcontretout.org/game.html](http://www.enversetcontretout.org/game.html)



Guerre, répression d'Etat, galère du demandeur d'asile... « Et si

c'était toi ? », demande le nouveau site lancé par l'UNHCR, l'organisme des Nations unies chargé des réfugiés. En une douzaine de tableaux très bien animés, l'internaute se met dans la peau d'un jeune qui doit fuir son pays et les violences d'Etat. Impressionnante succession d'épreuves : fuir la police, parvenir à trouver refuge dans un pays d'accueil puis à y faire sa place, malgré les préjugés anti-immigrés. Au fil des clics, la simulation offre une meilleure compréhension du parcours des demandeurs d'asile et devient, partant, un véritable plaidoyer pour l'amélioration de leurs conditions d'accueil.

<http://ressourcesjeunesse.injep.fr/>

Institut de référence pour les actions d'éducation populaire, l'Injep propose comme toujours sur son site « Ressources jeunesse » une mine d'informations pratiques. Les professionnels de l'action « jeunesse » y trouveront aussi des pistes de réflexion : étude sur l'impact de la réforme de la carte scolaire, documents pour aider les collectivités locales à monter des politiques éducatives locales.



# CHANTER CONTRE L'ILLETTRISME

DEVENU INCONTOURNABLE DE LA SCÈNE ROCK FRANÇAISE, **DIONYSOS** EST ÉGALEMENT UN GROUPE QUI S'ENGAGE. LE GROUPE A CHOISI CETTE ANNÉE DE SOUTENIR L'AFEV ET L'APFÉE POUR LA PRÉVENTION DE L'ILLETTRISME À TRAVERS L'ÉDITION DU NOUVEAU CD FNAC « ON AIME, ON AIDE ». TROIS TITRES INÉDITS, DONT UN DUO AVEC OLIVIA RUIZ. RENCONTRE AVEC **MATHIAS**, CHANTEUR DE DIONYSOS, UN AMOUREUX DES LIVRES ET DE LA LANGUE.



Dionysos

**Volontaires !** Qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager contre l'illettrisme ?

**Mathias** Il y a deux enjeux essentiels pour moi dans ce débat-là : pouvoir offrir un soutien à ceux qui n'ont pas forcément l'entourage favorable à une scolarité épanouie, mais surtout pouvoir communiquer le plaisir de lire.

C'est quelque chose qui me tient à cœur depuis qu'étant tout petit, j'ai moi-même pris goût à la lecture. J'ai découvert des billets gratuits pour une aventure intérieure très facile. La lecture, tout le monde doit pouvoir accéder à cette aventure, c'est la base du côté excitant de la vie.

C'est en discutant avec des associations comme l'Afev qu'on comprend que cette question du rapport à la lecture se décide très tôt, qu'il faut traiter le fléau de l'illettrisme à la base, avec les gamins, leur montrer les li-

vres comme des copains. Si humblement, je peux aider à ma façon ceux qui tentent d'agir, alors je suis content de le faire.

**V !** En quoi la découverte des livres a pu jouer un rôle dans la construction de ton univers, qu'on peut retrouver dans ta musique ou dans tes films ?

**M** Je ne sais pas ce que j'aurais fait si je n'avais pas pu me nourrir d'histoires. Ce n'est pas venu tout de suite. J'aurais aimé lire Roald Dahl gamin mais on me faisait lire Molière. Pas que ce la soit mauvais en athlétisme on filait directement une perche à un gosse et qu'il se retrouve en situation d'échec : il se trouve nul et il abandonne. Alors que si tu lui fais faire le con sur un trampoline, il passera tranquillement à la double barre et il finira peut-être par être un super perchiste ! J'ai eu du mal à m'intégrer dans toute cette rigueur scolaire mais heureusement, j'ai eu aussi de super profs qui m'ont amené petit à petit à aimer lire, à me faire mon petit panthéon culturel perso et ça, c'est de la nourriture à cœur et cerveau essentielle. D'où l'intérêt de donner un côté ludique aux apprentissages.

**V !** Qu'est-ce que tu sais de l'action de l'Afev contre les inégalités éducatives ?

**M** Je sais que les bénévoles font plein d'actions pour les jeunes dans les quartiers. J'avais participé aux Journées mondiales des jeunes solidaires [organisées par l'Afev depuis cinq ans] au Zénith de Toulouse il y a deux ans, c'était un super esprit. J'avais aussi vu des bénévoles de l'association aux Eurockéennes, et puis je connais un peu Tayeb Cherfi du Tactikollectif, qui travaille avec l'Afev depuis longtemps... Je commence à avoir un peu de notoriété et donc à être pas mal sollicité, mais j'essaie de ne pas galvauder mon engagement personnel. Quand je m'engage c'est que j'y crois, au-delà du politiquement correct. Donner trois chansons contre l'illettrisme, ça a un sens pour moi.

**V !** D'ailleurs, d'où vient le choix de ces trois morceaux ?

**M** On a été rechercher des trucs inédits qu'on aimait bien dans nos tiroirs. Il y a un duo avec Olivia Ruiz qui n'a pas pu figurer sur le dernier album. Et puis il y a « Coccinelle », écrite en 1999 et réenregistrée en live au Café de la danse. En tout cas, on est très fiers de présenter ces trois morceaux, ils n'ont pas du tout été pris par défaut !

PROPOS RECUEILLIS PAR ESTELLE DUQUESNOIS



Le nouveau CD de la série « On aime, on aide », avec trois morceaux inédits du groupe Dionysos, est en vente depuis le 20 octobre dans toutes les FNAC, ainsi que sur fnac.com et fnacmusic. Vendu au prix de 4,99 euros, la totalité des bénéfices sera reversée à l'Afev et à l'apFEE afin de soutenir leurs actions et sensibiliser le grand public à l'illettrisme en France.

## Hypertexte

# Civilisons la globalisation !

EN CETTE PÉRIODE DE CRISE FINANCIÈRE MONDIALE, ANNONCIATRICE DE NOUVEAUX DÉSORDRES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX, LE TITRE DE L'OUVRAGE DE PATRICK ARTHUS ET MARIE-PAULE VIRARD AURAIT PU S'INTITULER : « CIVILISONS LA GLOBALISATION ! ».

Ce livre pointe trois principaux facteurs qui déstabilisent fortement l'économie mondiale et plus particulièrement celle des pays avancés :

Le repositionnement des pays de l'OCDE sur deux segments principaux d'activité : ceux qui profitent de la mondialisation, nécessitant un bon niveau de qualification et ceux qui relèvent de l'activité domestique, pourvoyeur de mains d'œuvre à bas niveau de qualification. L'exigence d'un fort rendement du capital (15 à 25%) qui détourne une partie de la richesse financière des nécessaires investissements productifs dont nos pays développés auraient besoin.

Une consommation excessive de ressources qui accentue la raréfaction de nombreuses matières premières et augmente la pollution planétaire. Cette situation implique, selon les auteurs, que l'Europe ne soit pas simplement une Union monétaire mais se donne rapidement les moyens d'être une Union fiscale et sociale pour peser sur le jeu des recompositions mondiales à l'œuvre. Sans cette évolution, les populations de l'Union Européenne risquent de devoir faire face à de graves difficultés économiques et sociales dans les décennies à venir.

Parallèlement à cela, de nouvelles régulations internationales doivent rapidement voir le jour pour gérer l'accès de plus en plus inégalitaire à certaines ressources énergétiques et alimentaires. Cette ambition civilisatrice est détaillée page après page d'un livre qui deviendra sans aucun doute un ouvrage de référence pour comprendre les convulsions de la situation actuelle et esquisser des pistes de solutions pour en sortir.



Paul Arthus et Marie Pierre Virard, Globalisation, le pire est à venir, Ed. La Découverte, 2008



**JÉRÔME STURLA** est Directeur délégué de l'Afev

## → INITIATIVES

### L'AFEV VEUT FAIRE CROÎTRE SON RÉSEAU

UNE NOUVELLE LETTRE D'INFORMATION EST LANCÉE, AFEVNEWS, POUR QUE TOUS CEUX QUI ONT PARTICIPÉ OU QUI S'INTÉRESSENT AUX ACTIONS DE L'AFEV SUIVENT L'ÉVOLUTION DE L'ASSOCIATION.

Avec une expérience de 18 années d'actions en faveur des quartiers populaires, le réseau de l'Afev compte un nombre conséquent d'anciens étudiants bénévoles, de jeunes accompagnés ainsi que leurs familles, de partenaires, de salariés, de volontaires et de compagnons de route de l'Afev, sans lesquels l'Afev ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. Pour permettre à ces amis de l'Afev de rester en contact et de recevoir des informations régulières sur les activités de l'association, une newsletter vient d'être créée : Afevnews (inscription en ligne sur notre site). Un groupe Afev, relayant les actualités de l'association, existe aussi sur le réseau social Facebook, où sont également présents la quasi-totalité des antennes locales de l'Afev pour un contact encore plus ciblé. Cette démarche d'animation d'un réseau des amis de l'Afev étant encore à ses prémices, nous sommes preneurs de vos idées ! Contact : paul.falzon@afev.org

→ Pour la newsletter, inscrivez-vous en ligne sur [www.afev.org](http://www.afev.org)

[www.afev.org](http://www.afev.org)

### RASÉD EN DANGER

La récente décision du gouvernement de supprimer 3000 postes - sur les 9000 existants - au sein des Rased, réseaux spécialisés dans l'aide aux élèves en difficulté, suscite l'inquiétude de la quasi-totalité des organisations syndicales et de nombreux acteurs du monde éducatif. Une pétition en ligne souligne les incohérences de cette décision alors que l'échec scolaire est érigé en priorité, et demande le rétablissement des 3000 postes.

→ [www.sauvonslesrased.org](http://www.sauvonslesrased.org)

### VERS UN SERVICE CIVIQUE ?

L'ancien ministre Luc Ferry a remis le 10/09 dernier à Nicolas Sarkozy son rapport sur le volontariat. Il préconise la mise en place d'un service volontaire progressivement accessible à 60 000 jeunes, rebaptisé service civique pour marquer l'aspect citoyen de cet engagement.

→ Pour un service civique, Ed. Odile Jacob, 2008

## → PORTRAIT

PREMIÈRE PARTIE DE BOB SINCLAR ET TÉTÉ À L'OLYMPIA, DERKA DÉTONNE DANS LE MONDE DU RAP AVEC SES TEXTES POSITIFS ET RÉALISTES SUR LE QUOTIDIEN DE LA BANLIEUE.

# Derka, rappeur engagé

Dans la banlieue parisienne à Limay dans les Yvelines, Derka ouvre la porte, rappeur de taille et de poids. On s'installe dans la cuisine pour s'éloigner des discussions de ses neveux et autres adolescents du quartier installés dans le salon en cette soirée pluvieuse.

A ceux qui conservent sur le rap un certain nombre de préjugés de violence, l'histoire de Derka est un parfait démenti. Tout commence à 13 ans avec un concours de poésie au collège : « *J'étais nul en maths, alors pendant chaque contrôle, j'écrivais un poème à ma prof, un beau poème, ça m'empêchait pas d'avoir zéro mais elle m'aimait bien, et un jour elle m'a proposé de m'inscrire à un concours de poésie.* » Depuis, il en a fait, des concours. D'abord dans son quartier, puis à un niveau de plus en plus élevé, au niveau régional, puis national... Jusqu'à obtenir la consécration l'an dernier sur la scène de « *Réveille ton talent* », un concours qui rassemble 35 000 candidats dans toute la France Avec neuf autres artistes, Derka a pu faire la première partie de Bob Sinclar et Tété à l'Olympia.

Klick, son ami d'enfance, l'accompagne musicalement. A deux, ils travaillent et retravaillent les maquettes dans un « home studio ». Leurs chansons, de plus en plus abouties, passe aujourd'hui sur des plusieurs radios locales de la région parisienne, et Derka vient même d'être « signé » par une grosse maison de disque.

Le chanteur n'hésite pas à traverser la France pour faire une scène, même si pour l'instant, il ne vit pas de ses chansons. « *Je suis rarement payé, ni même dédommagé. Le rap m'a mis plus à découvrir qu'autre chose, mais on a rien sans rien. Naïvement, les gens pensent qu'il suffit d'envoyer sa maquette pour se faire connaître. Mais la réalité est différente : il faut se créer un réseau en multipliant les scènes, il faut s'inscrire à chaque concours. J'a fait*

*une centaine de scènes dans toutes la France.* » L'humour et l'ironie sont deux caractéristiques de ce rappeur qui les préfère à l'agressivité. Il a pour vocation de toucher un large public. Son rap se veut frais et positif, s'inspirant de rappeurs comme Oxmo Puccino ou Disiz la Peste, mais aussi de chanteurs plus classiques comme Charles Aznavour.

Ses textes ? Derka parle de sa vie, de sa famille et de ses amis pour écrire sur des sujets sérieux tels que la dépendance à la nicotine, l'anorexie, l'obésité, les relations hommes/femmes, la vie de famille, le chômage... Son prochain album qui est prévu pour début 2009 contiendra les chansons *Le club des chômeurs* ou *Les vraies valeurs...*

Son nouveau single *Quelle aventure* [de peser une centaine de kilos] sonne comme une autobiographie avec ses histoires de surcharge pondérale, de nuits passées avec ses potes à discuter, ou plutôt « *à se vanner* ». Le quotidien d'un mec de la banlieue, un quotidien où « *comme partout, il y a les délinquants, les gens bien, les bosseurs et les marrants comme moi !* »

SABRINA HAMACHE



[www.myspace.com/derkamusik](http://www.myspace.com/derkamusik)



# RSU

COLLOQUE

## La Responsabilité Sociale des Universités

### 9 DÉCEMBRE 2008

CONSEIL RÉGIONAL RHÔNE-ALPES

Valider l'acquisition d'une compétence  
solidaire et citoyenne au service d'une  
insertion sociale et professionnelle

**SOUS LE PARRAINAGE DE VALÉRIE PÉCRESSE,  
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE**

Dans un monde en pleine mutation, l'Europe souhaite relever le défi du passage de l'économie de la connaissance à la société de la connaissance.

La recherche et l'exigence de compétitivité économique, mais aussi l'impératif de cohésion sociale sont au cœur de la stratégie de Lisbonne. Ces grandes orientations, portées par l'Union européenne, positionnent l'Université comme un acteur central pour répondre à ces enjeux à l'échelle de nos territoires. Pour cela, l'un des éléments central de la "Responsabilité Sociale des Universités" doit être de doter tous les citoyens et en particulier les jeunes des capacités et des compétences nécessaires pour se mouvoir dans la société qui les entoure.

Dans un contexte national de mise en place d'une plus large autonomie des Universités, et de compétences élargies concernant l'orientation, l'accueil et l'avenir de leurs étudiants, la collaboration avec les autres acteurs qui participent à renforcer la cohésion sociale à l'échelle des territoires et entre les territoires va être déterminante.

#### UNE EXPÉRIENCE

Nous proposons de faire la lumière sur une expérience menée depuis plus de 17 ans par l'Afev en partenariat avec certaines universités : **la reconnaissance et la validation des compétences acquises par les étudiants dans le cadre de leur engagement.**

L'ouverture des Universités à ce type de validation peut être le signe de leur ouverture à leur territoire, dans la réponse à des besoins économiques et sociaux mais aussi dans leur capacité à répondre aux besoins de formation et de certification du monde dans lequel elles évoluent.

L'objectif est de s'inspirer de ce travail, pour illustrer, pour imaginer des prolongements permettant de donner corps à de nouvelles coopérations, de nouvelles politiques entre des acteurs intervenant dans les domaines de la formation, de la solidarité, du développement local et de l'aménagement du territoire.

La réalité actuelle du projet associatif de l'Afev, en France et des expériences de certains pays européens, semble attester la pertinence de cette démarche.

COLLOQUE ORGANISÉ PAR



Rhône-Alpes



AVEC LA PARTICIPATION DE



## INSCRIPTION EN LIGNE

→ [www.colloque-rsu.org](http://www.colloque-rsu.org) ←

### RENSEIGNEMENTS

Vanessa Anheim : 04 37 28 98 43

[colloque-rsu@afev.org](mailto:colloque-rsu@afev.org) ou [vanessa.anheim@afev.org](mailto:vanessa.anheim@afev.org)

Génaro Studio

**VOLONTAIRES ! N°16 | NOV. DEC. 2008**

Publié par l'afev - 26 bis, rue de Château-Landon - 75010 Paris - Tél. : 01 40 36 01 01 - [pole.national@afev.org](mailto:pole.national@afev.org) - Directrice de la publication : Anne Korobelnik - Rédaction : Nathalie Broux, Philippe Campinchi (PCC), Nicolas Delesque, Estelle Duquesnois, Paul Falzon-Monferran, Tanguy Fichou, Sabrina Hamache, Matthieu Lamarre, Marine Macé (PCC), Christophe Paris, Elise Renaudin, Jérôme Sturla et Tanguy Tollet - Crédits photos : PCC, Jean-Paul Bajard, Ville de Montpellier, Génaro, Franck Hersher D.R - Conception graphique : Génaro Studio (Lyon) Maquette/PAO : Babette Stocker (PCC) - Impression : Impression : <http://www.rotimpres.com> - ISSN 1765-4408